



Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario

Rapport annuel 2012-2013

Coordonnées

Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (TriO)
655, rue Bay, bureau 1500
Toronto (Ontario) M5G 1E5

Téléphone : 416 212-6349
Sans frais : 1 866 448-2248
Télécopieur : 416 314-3717
Télécopieur sans frais : 1 877 849-2066

Site Web : www.elto.gov.on.ca

Pour obtenir une version électronique du présent document, visitez le site Web des TriO.

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2013

ISBN 978-1-4606-2000-7
ISSN 1925-6876 (version imprimée)

Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario
www.elto.gov.on.ca

À l'attention de l'honorable John Gerretsen, procureur général

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous soumettre, pour approbation par l'Assemblée législative, le rapport annuel des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario pour l'exercice 2012-2013.

Le tout respectueusement soumis,

La présidente exécutive,



Lynda Tanaka
Tribunaux de l'environnement et de
l'aménagement du territoire Ontario

La directrice générale,



Lynn Norris
Tribunaux de l'environnement et de
l'aménagement du territoire Ontario

2013

Table des matières du rapport annuel 2012-2013 des TriO Page

PARTIE I : TRIBUNAUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ONTARIO (TRIO)

Message de la présidente – 2013	2
Mandat, mission et valeurs fondamentales	5
À propos des TriO	6
Bilan financier	8

PARTIE II : LES TRIBUNAUX, UN TOUR D'HORIZON

Section 1 : Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF)

À propos de la CRÉF	9
Système d'évaluation foncière	9
Mandat	9
Création et compétence	9
Modifications apportées aux lois	10
Dossiers	11
Rendement	11
Processus	11

Section 2 : Commission de négociation (CN)

À propos de la CN	12
Mandat	12
Création et compétence	13
Dossiers	13
Processus	13

Section 3 : Commission des biens culturels (CBC)

À propos de la CBC	14
Mandat	14
Création et compétence	14
Dossiers	14
Processus	15

Section 4 : Tribunal de l'environnement (TE)

À propos du TE	15
Mandat	16
Création et compétence	16
Modifications apportées aux lois et aux règlements	17
Dossiers	17
Rendement	18
Processus	18

Section 5 : Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO)

À propos de la CAMO	19
Mandat	19
Création et compétence	20
Modifications apportées aux lois et aux règlements	20
Dossiers	20
Rendement	23
Processus	23

Annexe 1 : Membres	24
---------------------------	----

PARTIE I : TRIBUNAUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ONTARIO (TRIO)

Message de la présidente – 2013

Au nom de tous les membres et du personnel, j'ai le plaisir de présenter le rapport annuel 2012-2013 des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (TriO). Ce rapport porte sur l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2013.

Les TriO regroupent cinq tribunaux et commissions de la province qui tranchent des questions portant notamment sur l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement et du patrimoine, l'évaluation foncière et l'évaluation de terrains. Les TriO et tous ceux qui travaillent au sein de ce groupe sont déterminés à garantir l'accès à la justice et à régler les affaires dont ils sont saisis en rendant des décisions indépendantes, rapides, justes, d'une qualité irréprochable et fondées sur des principes.

Le groupe exerce ses activités en vertu de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*, adoptée afin d'assurer la responsabilité, l'efficacité et la transparence des tribunaux ainsi que le maintien d'un processus décisionnel indépendant. Les cadres de gouvernance et de responsabilité à l'égard du public des TriO sont établis dans l'énoncé de mandat et de mission, la politique en matière de consultation, la politique relative aux normes de service, le plan d'éthique et le cadre de responsabilisation des membres, lequel comprend une description des fonctions et un code de déontologie. Ces documents, de même que le plan d'activités et le protocole d'entente, sont accessibles sur le site Web des TriO (www.elto.gov.on.ca).

Durant l'exercice financier 2012-2013, les TriO ont créé un comité consultatif, formé de membres des parties intéressées, pour aider chacun de ses tribunaux constitutifs à élaborer et à instaurer des politiques, des pratiques, des règles et des services conformes à leur mission commune : offrir un service de règlement des différends qui soit moderne, équitable, accessible, efficace et rapide. La participation officielle ou informelle des intervenants et du public joue un rôle important dans l'optimisation des services qui leur sont destinés, en fonction des ressources disponibles, et dans le repérage des points forts et des points à améliorer. Cette année, les TriO ont organisé plusieurs consultations publiques, qui ont servi à guider la modification de règlements, la création de directives de pratique et la révision des techniques et des procédures de gestion des causes.

Fidèles à notre engagement à l'égard de la transparence, nous avons continué de publier des statistiques trimestrielles sur les sites Web des tribunaux et des renseignements concernant la révision de décisions sur le site de la Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO).

Les TriO ont consulté les intervenants de la Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) afin d'élaborer une Stratégie d'orientation des appels vers la voie de procédure pour le cycle d'évaluation de 2013-2016, de changer les règles pour simplifier le processus d'appel et de modifier les directives de pratique pour améliorer la transparence et l'accessibilité de ce processus. Cette stratégie d'orientation correspond à l'objectif que s'était donné la Commission de résoudre 90 % des affaires nouvelles ou en cours avant la fin du prochain cycle d'évaluation foncière de quatre ans, qui se terminera à l'année d'imposition 2016.

Au début de 2013, nous avons entamé une consultation sur le Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe auprès de plusieurs participants aux audiences sur ce plan devant la CAMO. Ces intervenants ont fourni des commentaires sur les processus efficaces d'audience et de conférence préparatoire de la CAMO, qui devraient être consignés comme des pratiques exemplaires. Le Tribunal de l'environnement (TE) a également annoncé la venue d'une autre consultation des parties intéressées, qui portera sur des modifications possibles au processus d'appel concernant l'autorisation des projets d'énergie renouvelable.

La première étape de l'Initiative de règlement extrajudiciaire des différends a été lancée; elle consiste à examiner et à élaborer des recommandations, à l'interne, pour améliorer l'accessibilité des mécanismes de règlement extrajudiciaire des différends utilisés par tous les tribunaux, tels

que les audiences de règlement et les séances de médiation. Les TriO envisagent de nouvelles façons d'améliorer l'accès à ces méthodes de règlement en créant une liste de membres à l'échelle de ses tribunaux constitutifs. Ils envisagent également la création de processus uniformes de règlement extrajudiciaire, conformément aux mandats, qui pourront s'appliquer à l'ensemble des tribunaux.

L'intégration de tribunaux au sein des TriO a facilité l'organisation des séances conjointes de formation générale pour les membres. Les TriO ont donc pu continuer de fournir un programme élargi de perfectionnement professionnel, qui comporte un module de formation donné sur l'intranet et en personne, concernant une gamme de questions de fond et de procédure. De plus, des formations propres aux différents tribunaux ont aussi été offertes pour développer les domaines de compétences particuliers de chacun, et selon le cas, des formations spécialisées données par des tiers ont permis de compléter celles des TriO, notamment les séances d'orientation pour les nouveaux membres. Enfin, les tribunaux ont profité d'un soutien externe, offert entre autres par le commissaire à l'environnement de l'Ontario, Gord Miller, concernant la biodiversité en Ontario, la commissaire à l'intégrité de l'Ontario, Lynn Morrison, concernant la divulgation d'actes fautifs, et l'honorable juge Todd Archibald de la Cour supérieure de justice, concernant les processus judiciaires qui visent à optimiser la rapidité, la rentabilité, l'efficacité et l'utilisation des ressources au cours des procès.

Un autre avantage du regroupement des tribunaux est la possibilité de recommander la nomination conjointe d'un membre dont les compétences, les connaissances et l'expertise personnelles viendront compléter les services d'un autre tribunal. En 2012-2013, Marc Denhez a été nommé conjointement à la CAMO et à la Commission des biens culturels (CBC), et Robert Steinberg à la Commission de négociation (CN) et à la CRÉF.

En ma qualité de présidente exécutive, j'aimerais prendre le temps de remercier les membres du public, les arbitres des TriO, les représentants des parties intéressées et le personnel pour leur soutien et leurs commentaires concernant le leadership continu des TriO, en tant que centre d'excellence du système de justice. Je tiens également à remercier tous ceux qui ont proposé des façons d'améliorer les services des tribunaux. Nous sommes déterminés à développer nos compétences et à améliorer nos processus afin de remplir les mandats qui nous ont été confiés, conformément à notre énoncé de mission.

J'aimerais également souligner l'apport important des membres et des employés qui nous ont quittés. Au nom des citoyennes et citoyens de l'Ontario, nous sommes très reconnaissants de leur travail. Je veux notamment souligner la contribution de Peter Zakarow, ancien président de la CBC et président associé, qui a joué un rôle clé dans l'intégration des tribunaux et la transition réussie de la CBC vers les TriO.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec les membres, le personnel et les intervenants des TriO ainsi qu'avec la collectivité, au cours de l'exercice 2013-2014 et des prochaines années, toujours afin d'optimiser les services des TriO.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

La présidente exécutive,



Lynda Tanaka
Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario

Mandat, mission et valeurs fondamentales

Mandat

Les TriO sont constitués de cinq tribunaux qui, régis par une centaine de lois, tranchent les appels et règlent les demandes et autres litiges portant entre autres sur l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement et du patrimoine, l'évaluation foncière et l'évaluation de terrains.

Mission

Les TriO et leurs tribunaux constitutifs sont voués à l'excellence et se conforment aux normes les plus rigoureuses de la fonction publique dans l'exercice des fonctions suivantes :

- Offrir un service de règlement des différends qui soit moderne, équitable, accessible, efficace et rapide;
- Suivre des procédures cohérentes qui produisent des résultats uniformes, tout en s'ajustant aux différents cas et aux besoins des parties, ainsi qu'à l'évolution des dispositions législatives;
- Répondre aux besoins des diverses collectivités intéressées;
- Régler des litiges, dans le cadre des lois applicables, afin de favoriser le maintien de collectivités fortes et en santé et de servir l'intérêt public.

Valeurs fondamentales

Les valeurs fondamentales sont les lignes directrices des TriO et le fondement sur lequel s'appuient leurs tribunaux constitutifs pour s'acquitter de leur mandat.

Accessibilité

- Les publications, les communications et les installations, dont les salles d'audience et de médiation, seront pleinement accessibles à tous.
- Les TriO respecteront et reflèteront pleinement la diversité dans toutes leurs activités.
- Les instances seront conçues de manière à faciliter une participation éclairée, et se dérouleront de manière accueillante et respectueuse.
- Les pratiques et les instances offriront, dans chaque cas, une occasion réelle et efficace d'être entendu sur des questions liées au litige.

Équité

- Les instances seront menées de façon impartiale et les décisions, fondées sur des principes et rendues en fonction des faits, des lois et politiques applicables et du bien-fondé de la cause.

Transparence

- Les instances, les règles, les politiques et les décisions des tribunaux seront claires et aisément accessibles au public. Les motifs des décisions seront concis et expliqueront comment le membre du tribunal est parvenu à sa décision.

Rapidité

- Les instances se dérouleront avec célérité et leur ampleur sera proportionnelle aux questions à résoudre pour régler le différend.
- Les décisions seront rendues aussi tôt que possible après la fin des instances.

Intégrité, professionnalisme et indépendance

- Les membres et le personnel agiront avec honnêteté, intégrité et professionnalisme et se conformeront aux normes de comportement les plus rigoureuses de la fonction publique.
- Les membres et le personnel collaboreront afin de renforcer la confiance du public à l'égard des TriO, de leurs tribunaux constitutifs et de l'administration de la justice.
- Les TriO et leurs tribunaux constitutifs doivent être manifestement neutres, impartiaux et indépendants de toute influence indue.

À propos des TriO

Les Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (TriO) regroupent cinq tribunaux et commissions de la province qui tranchent des questions et se prononcent sur des différends portant notamment sur l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement et du patrimoine, l'évaluation foncière et l'évaluation de terrains.

Les TriO ont vu le jour sous le régime de la *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux*. Cette loi autorise le gouvernement à regrouper au moins deux tribunaux décisionnels désignés si le lieutenant-gouverneur en conseil est d'avis que les questions dont les tribunaux sont saisis peuvent être traitées de manière plus efficace et efficiente par un groupe que par une seule instance.

Les TriO regroupent les tribunaux suivants :

- Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF)
- Commission de négociation (CN)
- Commission des biens culturels (CBC)
- Tribunal de l'environnement (TE)
- Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO)

Gouvernance et responsabilité

La *Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux* ainsi que d'autres règlements connexes ont servi à confirmer et à clarifier le cadre de responsabilisation des tribunaux décisionnels, grâce à des dispositions concernant :

- l'élaboration de documents de responsabilisation à l'égard du public, notamment l'énoncé de mandat et de mission, la politique en matière de consultation, la politique relative aux normes de service, le plan d'éthique et le cadre de responsabilisation des membres (lequel comprend une description des fonctions, les compétences et attributs requis ainsi qu'un code de déontologie);
- l'élaboration de documents de responsabilisation en matière de gouvernance, notamment le protocole d'entente, le plan d'activités et le rapport annuel;
- l'élaboration d'un processus de sélection et de nomination concurrentiel et fondé sur le mérite;
- le regroupement d'au moins deux tribunaux décisionnels désignés pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des tribunaux.

Les TriO publient leur plan d'activités, leur rapport annuel et leur protocole d'entente sur leur site Web : www.elfto.gov.on.ca. En 2012, le groupe y a également publié ses documents de responsabilisation à l'égard du public : l'énoncé de mandat et de mission, la politique en matière de consultation, la politique relative aux normes de service, le plan d'éthique, le code de déontologie, les règles concernant les conflits d'intérêts et une description des fonctions.

En novembre 2012, les TriO ont entamé un examen opérationnel par l'entremise de l'équipe de vérification interne du ministère. La première phase vise la CRÉF et la CN et porte sur plusieurs domaines, dont le respect des politiques et des directives gouvernementales, l'efficacité et l'efficacité des processus de gestion des causes, ainsi que les systèmes d'administration financière et de responsabilisation. La deuxième phase vise la CAMO, le TE et la CBC. Les TriO élaboreront ensuite un plan d'action pour donner suite aux recommandations de l'examen.

Le gouvernement poursuit des initiatives visant à améliorer la responsabilité, la transparence et le fonctionnement des organismes, des conseils et des commissions, à moderniser la fonction publique de l'Ontario (FPO) et à permettre à la province d'atteindre ses objectifs.

Orientations stratégiques du plan d'activités des TriO

Le plan d'activités de 2012-2015 établit un certain nombre d'orientations stratégiques pour les TriO. D'importants progrès ont été accomplis en ce sens dans de nombreux domaines :

- Élaborer un nouveau processus de gestion pour la réception des causes et l'établissement du rôle, lequel tiendra compte du nouveau cycle d'évaluation foncière;
- Définir de nouvelles stratégies de gestion des audiences, comme la modification de certaines règles dans le but d'améliorer la qualité, la rapidité et l'efficacité globale des audiences;
- Mettre en place des processus de révision et d'approbation des décisions;
- Mettre en œuvre des initiatives de la FPO en matière de diversité et d'inclusion, conformément aux nouvelles exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*;
- Maintenir et améliorer les compétences et les connaissances en matière d'arbitrage et de médiation par différents mécanismes, comme une stratégie de nominations conjointes;
- Améliorer les activités de formation des TriO.

Rendement

Les TriO visent à assurer la rapidité des processus d'établissement des dates d'audience et de prise de décisions. Pour ce faire, ils se sont fixé comme objectif de rendre leurs décisions et de présenter leurs rapports dans les 60 jours suivant la fin d'une audience, dans 85 % des cas. Au cours des trois dernières années, les TriO ont respecté ou surpassé cet objectif, et ils cherchent continuellement de nouvelles façons d'améliorer leur rendement à ce chapitre.

Mesure de rendement	2010-2011 Atteint	2011-2012 Atteint	2012-2013 Atteint
Pourcentage de cas où les TriO ont rendu leur décision dans les 60 jours	86 %	91 %	92 %

Comme toujours, le groupe tente avant tout d'améliorer la qualité de ses décisions sans ralentir le processus. Les données sur le rendement des tribunaux constitutifs sont présentées dans la partie « Les tribunaux, un tour d'horizon » du présent rapport.

Consultation des parties intéressées

En 2012, les TriO ont créé un comité consultatif, formé de membres des parties intéressées, pour aider chacun de ses tribunaux constitutifs à élaborer et à instaurer des politiques, des pratiques, des règles et des services. L'inauguration du comité a eu lieu le 24 octobre 2012. Depuis, le comité se réunit tous les trimestres. Il propose des façons d'améliorer les processus d'audience, notamment en ce qui a trait à l'accessibilité, à l'efficacité et à l'efficience.

Au début de 2013, le comité consultatif des TriO a établi comme priorité l'amélioration de l'accès aux tribunaux administratifs pour les parties et les participants qui se représentent eux-mêmes. Or, une grande part de la charge de travail de la CAMO découle du Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe. Ce plan provient d'une politique établie par le gouvernement de l'Ontario dans le but de guider la gestion de la croissance et de revitaliser les communautés urbaines existantes dans la région élargie du Golden Horseshoe. Les questions relatives au respect du Plan de croissance relèvent de la Commission des affaires municipales de l'Ontario. Étant donné la complexité des causes et la durée des audiences liées à ce plan, la présidente exécutive a engagé un dialogue avec certaines des parties intéressées des TriO, afin d'établir des pratiques exemplaires en matière de processus d'audience et, ainsi, d'assurer l'équité, la rapidité et l'efficacité de ces audiences. En outre, les TriO ont commencé à examiner les renseignements disponibles et nécessaires pour faciliter la participation efficace des parties et du public aux audiences sur le Plan de croissance.

Par ailleurs, les TriO ont organisé de vastes consultations auprès des parties intéressées de la CRÉF, pour trouver des moyens de rattraper les retards dans la charge de travail et d'accélérer le processus d'audition des causes. Ils se sont entre autres penchés sur la Stratégie d'orientation des appels vers la voie de procédure pour le cycle d'évaluation de 2013-2016. Cette stratégie vise à résoudre 90 % des affaires nouvelles ou en cours avant la fin du prochain cycle d'évaluation foncière de quatre ans, qui se terminera à l'année d'imposition 2016. On a également demandé aux parties intéressées ce qu'elles pensaient des modifications proposées aux règles de pratique et de procédure et aux directives de pratique de la CRÉF, qui contribuent à la stratégie d'orientation. Les procédures révisées seront conformes aux principes de justice naturelle et d'équité procédurale, c'est-à-dire aux principes de proportionnalité dont tiennent compte les *Règles de procédure civile* et les pratiques exemplaires des autres tribunaux de l'Ontario. Conformément à la politique en matière de consultation, les TriO continueront de consulter régulièrement le public et les parties intéressées au sujet de la modification des règles, des directives de pratique et des politiques des tribunaux constitutifs.

Bilan financier

Dépenses des TriO de 2010-2011 à 2012-2013

POSTE	2010-2011 (\$)	2011-2012 (\$)	2012-2013 (\$)
Salaires et traitements	11 663 886	12 181 381	12 325 830
*Avantages sociaux	1 484 615	1 490 524	1 620 511
Transport et communications	1 116 862	1 017 816	1 075 097
Services	3 992 221	2 854 779	3 074 358
Fournitures et matériel	195 623	229 702	182 543
TOTAL	18 453 207	17 774 202	18 278 339

Droits et frais perçus

Le tableau suivant illustre les revenus combinés des TriO, ce qui comprend les droits de dépôt perçus par la CRÉF et la CAMO. Les droits et les frais perçus sont reversés au ministère des Finances.

Revenus des TriO de 2010-2011 à 2012-2013

EXERCICE	DROITS ET FRAIS PERÇUS (\$)
2010-2011	1 034 600
2011-2012	770 801
*2012-2013	1 619 606

**Veuillez noter que ce montant est calculé en fonction des rapports du Système intégré de gestion de l'information financière pour 2012-2013.*

PARTIE II : LES TRIBUNAUX, UN TOUR D'HORIZON

Section 1 : Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF)

À propos de la CRÉF

La Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) est un tribunal décisionnel indépendant créé en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*, avec le mandat d'entendre les appels portant sur l'évaluation et la classification des propriétés. La CRÉF statue sur ces appels en fondant ses décisions sur les lois applicables et les preuves produites à l'audience.

La CRÉF, dont les fonctions relèvent de diverses lois, entend aussi des appels relatifs aux impôts fonciers, en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* et de la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial*.

Système d'évaluation foncière

Le gouvernement provincial, par l'intermédiaire du ministère des Finances, établit les lois concernant l'évaluation foncière. Les municipalités ont la responsabilité de fixer les taux d'imposition et de percevoir les impôts fonciers. La Société d'évaluation foncière des municipalités (SÉFM) évalue et classe tous les biens-fonds en Ontario. En cas de litige entre un propriétaire foncier et la SÉFM, le propriétaire peut interjeter appel auprès de la CRÉF.

Mandat

La CRÉF entend les appels relatifs aux évaluations et aux impôts fonciers. Les audiences sont tenues dans toute la province, le plus souvent dans la municipalité où se trouve le bien-fonds concerné. Lors de ces audiences, chacune des parties peut présenter ses preuves et faire des observations. La CRÉF statue sur ces appels en fondant ses décisions sur les lois applicables et les preuves produites à l'audience.

Création et compétence

L'évaluation des biens immobiliers est pratiquée depuis 1793 dans le territoire qui constitue aujourd'hui l'Ontario. En 1970, la province a pris à son compte la fonction d'évaluation qui relevait auparavant des municipalités, et le Tribunal de révision de l'évaluation a remplacé les tribunaux de révision. Le Tribunal porte le nom de Commission de révision de l'évaluation foncière (CRÉF) depuis 1983.

À la suite de la promulgation de la *Loi de 1997 sur le financement équitable des municipalités*, la CRÉF est devenue le seul tribunal décisionnel de la province pour les appels relatifs à l'évaluation foncière. Cette loi a permis de réduire les doubles emplois et a établi la CRÉF comme instance de dernier recours dans le domaine pour quiconque voulait interjeter appel pour défendre le bien-fondé de sa plainte. Avant 1998, les décisions de la CRÉF pouvaient faire l'objet d'un appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO).

Les décisions rendues par la CRÉF sont définitives et exécutoires, et ne peuvent faire l'objet d'un appel que devant la Cour divisionnaire sur des questions de droit et lorsque la Cour autorise à interjeter appel. La CRÉF exerce aussi son pouvoir de réexaminer ses propres décisions.

Depuis l'année d'imposition 2009, des modifications à la *Loi sur l'évaluation foncière* exigent des propriétaires de terrains résidentiels, de terres agricoles, de terres protégées et de forêts aménagées qu'ils déposent une demande de réexamen auprès de la SÉFM ou de l'administrateur de programmes (dans le cas des terres agricoles, des terres protégées et des forêts aménagées) comme condition préalable au dépôt d'un appel à la CRÉF. Par conséquent, la charge de travail de la CRÉF comporte maintenant davantage de causes non résidentielles.

La compétence et le pouvoir de la CRÉF sont définis par la *Loi sur la Commission de révision de l'évaluation foncière*, la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi de 2001 sur les municipalités*, la *Loi de*

2006 sur la cité de Toronto, la Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial, la Loi sur l'éducation et la Loi sur l'exercice des compétences légales.

Modifications apportées aux lois

(Remarque : Les modifications apportées à la loi indiquée ci-dessous ne constituent qu'une liste de certaines dispositions clés qui touchent le travail de la CRÉF.)

Loi sur l'évaluation foncière

Le 20 juin 2012, la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)* (projet de loi n° 55) a reçu la sanction royale. Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière* a été modifié par l'ajout d'un paragraphe concernant l'exemption d'impôt pour les biens-fonds nécessaires à l'exploitation d'un cimetière. Ce paragraphe est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Les articles 31 et 35 de cette même loi ont également été modifiés pour permettre au ministre d'élaborer des règlements selon lesquels l'avis d'évaluation et l'avis de correction ne doivent être remis qu'aux personnes nommées dans le règlement en question, plutôt qu'à toutes les personnes nommées aux paragraphes 31 (1) et 35 (1). Ces deux modifications sont réputées être entrées en vigueur le 20 juin 2012.

Modifications apportées aux règles de procédures et de pratique de la CRÉF en 2013

Adoption de règles relatives aux dépens

Le 2 juillet 2012, à la suite d'une consultation auprès du public et de parties intéressées, de nouvelles règles relatives aux dépens ont été ajoutées aux règles de pratique et de procédure de la CRÉF. Si quelqu'un juge qu'une partie dans une affaire portée devant la CRÉF a agi de façon déraisonnable, frivole, vexante ou de mauvaise foi, il peut demander à la Commission d'ordonner que cette partie paie les dépens liés à l'audience, en partie ou en totalité. La Commission peut également décider, si elle le juge approprié, d'adjuger des dépens à une partie, même si personne ne le demande. Les frais demandés doivent être raisonnables, dûment justifiés et engagés directement dans le cadre de l'instance. Les règles limitent le montant des dépens pouvant être adjugés à 1 500 \$ par jour ou 750 \$ par demi-journée ou moins.

Stratégie d'orientation pour 2013

L'année 2013 marque le début du prochain cycle d'évaluation provinciale de quatre ans. Une mise à jour considérable des règles de pratique et de procédure de la CRÉF est entrée en vigueur le 2 avril 2013. Ces révisions ont pour but d'accélérer le processus d'audience et de décision, conformément aux principes de justice naturelle et d'équité procédurale, c'est-à-dire aux principes voulant que les procédures doivent être proportionnelles aux questions qu'elles soulèvent. Par ces changements, la CRÉF vise à aider les parties à résoudre rapidement leur différend, si possible sans recourir à une audience complète, et le cas contraire, à faire en sorte que l'audience soit menée de façon efficace et efficiente. Bon nombre des nouvelles procédures reflètent les pratiques adoptées dans les tribunaux et d'autres instances décisionnelles.

Grâce à ces règles révisées, la CRÉF met en place un système à deux voies pour toutes les causes. La voie directe est généralement réservée aux affaires résidentielles et aux appels non résidentiels simples. Elle permet aux parties de procéder rapidement à l'audience, tandis que la voie standard est généralement réservée aux causes non résidentielles ou complexes, qui touchent souvent plusieurs parties.

La voie directe suivra en grande partie les mêmes procédures que dans les années précédentes. Par contre, de nombreuses révisions aux règles viennent compléter les procédures de la voie standard. Par exemple, les appels dans la voie standard seront maintenant régis par des ordonnances de procédure, dont les modalités conviennent aux deux parties et qui s'appliquent aux différentes étapes menant à l'audience. De plus, des exigences en matière de divulgation anticipée, un nouveau processus d'admission des preuves non contestées ainsi que des sanctions possibles pour le non-respect des échéances et des ordonnances de la Commission devraient accélérer les étapes préparatoires à l'audience.

Dossiers

Au début de l'exercice 2012-2013, la CRÉF avait un total de 90 000 dossiers d'appel. Elle a reçu environ 48 000 appels durant cet exercice et en a réglé plus de 58 000 avant la fin de l'exercice. La majorité des dossiers non réglés à la fin de l'exercice portaient principalement sur des biens-fonds complexes et non résidentiels, et avaient été déposés les exercices précédents.

Les dossiers complexes exigent parfois des parties qu'elles investissent plus de temps que d'ordinaire pour recueillir leurs éléments de preuve et se préparer à l'audience.

Dossiers de la CRÉF de 2010-2011 à 2012-2013

EXERCICE		2010-2011	2011-2012	2012-2013
Dossiers en instance à l'ouverture		89 000	90 000	90 000
Nombre de dossiers reçus*	+	40 000	43 000	48 000
Nombre total de dossiers pour l'exercice	=	129 000	133 000	138 000
Dossiers résolus	-	39 000	43 000	58 000
Dossiers restant en fin d'exercice	=	90 000	90 000	80 000

Remarque : Le délai de dépôt des appels sur l'évaluation foncière à la CRÉF était le 2 avril 2013 ou 90 jours à partir de la date de la décision de la SÉFM sur la demande de réexamen.

* **Les dossiers reçus** comprennent tous les types d'appels traités par la CRÉF, y compris les appels sur les évaluations annuelles, supplémentaires ou omises, et les appels en vertu de la Loi de 2001 sur les municipalités ou de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto.

Rendement

La CRÉF entend tous les appels relatifs à l'évaluation foncière en Ontario. En règle générale, les appels concernant des biens résidentiels peuvent faire directement l'objet d'une audience complète; ils sont donc réglés plus rapidement que bon nombre d'appels portant sur des biens non résidentiels, lesquels nécessitent parfois plusieurs audiences.

La CRÉF s'efforce de résoudre les appels portant sur des biens résidentiels dans l'année qui suit leur dépôt. Au cours de l'exercice 2012-2013, 97 % des appels portaient sur un bien résidentiel et ont été réglés dans les 365 jours suivant leur dépôt.

La CRÉF s'efforce de rendre ses décisions rapidement. Au cours de l'exercice 2012-2013, 93 % des décisions ont été rendues moins de 60 jours après l'audience.

Processus

Conférences préparatoires à l'audience

De nombreux appels portant sur des biens non résidentiels sont complexes et exigent des audiences très longues, parfois présidées par un comité d'audience de plusieurs membres. Ces appels font l'objet d'une sélection basée sur des critères convenus, comme la classification, la dimension et la valeur imposable des biens en question, et peuvent faire l'objet d'une conférence préparatoire à l'audience.

Durant ce processus préparatoire, la CRÉF collabore avec les parties à l'établissement d'un calendrier et peut rendre des ordonnances de procédure précisant les détails relatifs à l'échange d'information et au dépôt préliminaire des documents requis. Ces étapes préparatoires peuvent accélérer le processus d'audience et donnent aux parties l'occasion de parvenir à une entente avant la tenue d'une audience.

Audiences

L'audience donne à l'appelant la possibilité d'expliquer pourquoi il pense que l'évaluation foncière de la SÉFM est erronée. Au cours de cette audience, les parties présentent des éléments de preuve au sujet desquels ils se questionnent à tour de rôle. À l'issue de l'audience, le membre qui préside rend sa décision ou la réserve pour une date ultérieure.

Téléconférences

Il peut être parfois long et ardu de coordonner une audience lorsque les parties doivent traverser la province pour y assister. Dans ces cas, la CRÉF peut recourir à la téléconférence ou « audience électronique ». En 2012-2013, la CRÉF en a tenu plus de 1 300. La téléconférence est un moyen pratique de faire le point sur l'avancement d'un dossier et de décider des étapes suivantes pour parvenir à une ordonnance relative à la procédure ou sur consentement, à la résolution de questions litigieuses et parfois même au règlement d'un appel. Ce service permet aussi d'économiser temps et argent en réduisant les déplacements de toutes les parties.

Décisions

Après avoir entendu toutes les observations des parties, le membre les examine. Il rend ensuite sa décision verbalement à l'issue de l'audience ou la réserve pour une date ultérieure. Dans ce dernier cas, la décision et ses motifs sont envoyés aux parties par la poste.

Section 2 : Commission de négociation (CN)

À propos de la CN

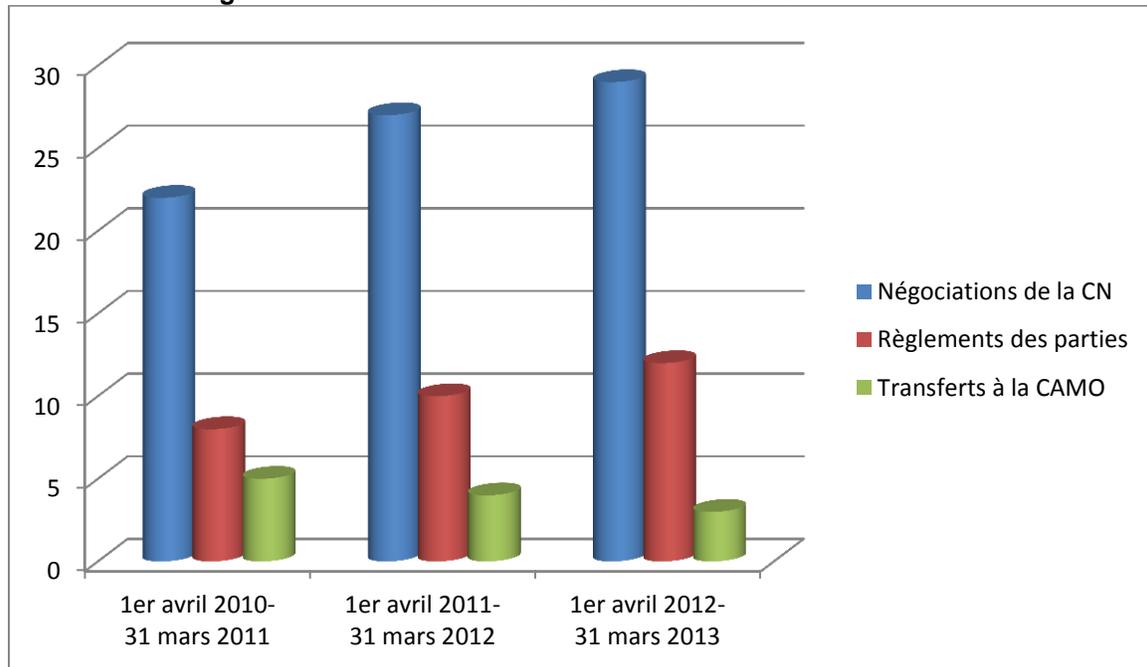
La Commission de négociation (CN) offre des services de médiation aux parties opposées par un différend sur la valeur de terrains expropriés : le propriétaire du terrain d'une part, et l'autorité expropriante d'autre part (habituellement la Couronne ou une municipalité). La CN n'entre en jeu que lorsque les autres moyens de règlement ont échoué. Elle tient des réunions avec les parties dans toute la province, et ce, sans frais pour ces dernières. La CN examine le bien-fonds, de même que toute la documentation écrite pertinente et les observations des parties.

Mandat

Par la médiation, la CN aide les parties à s'entendre sur une solution. Bien qu'elle ne soit pas habilitée à imposer un règlement, lorsqu'elle dispose de renseignements suffisants, la CN recommande aux parties ce qu'elle considère comme une juste indemnisation.

Grâce à ses médiateurs chevronnés, la CN a pu régler bon nombre des affaires dont elle a été saisie.

Résultats des négociations de la CN de 2010-2011 à 2012-2013



Création et compétence

La CN a été créée en vertu de l'*Expropriation Procedures Act 1962-63*. Cette loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1964, faisait l'objet d'une des recommandations formulées dans le rapport du comité spécial sur l'expropriation foncière. À la suite d'études ultérieures sur l'indemnisation et les procédures, notamment les rapports de la Commission de réforme du droit de l'Ontario, la *Loi sur l'expropriation* a pris effet le 1^{er} janvier 1970.

Dossiers

Voici le total de dossiers traités et de réunions tenues au cours des trois derniers exercices.

Dossiers et réunions de la CN de 2010-2011 à 2012-2013

EXERCICE	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Dossiers reçus	34	74	51
Réunions tenues	28	38	39
Dossiers à régler (au 31 mars)	17	45	54

Processus

La CN organise des séances de médiation à la demande d'une partie. Aucun paiement n'est exigé pour le traitement de la demande ou la tenue d'une telle séance. À la réception d'une demande, la CN envoie un accusé de réception à la partie et s'enquiert de ses disponibilités. Une fois la date de la séance fixée, elle envoie un avis à toutes les parties concernées.

Les séances de médiation de la CN sont confidentielles. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, elles peuvent interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO). Par contre, en raison de la confidentialité du processus de médiation, la CN et la CAMO prennent des mesures strictes pour veiller à ce qu'aucune information reçue par la CN ne vienne à la connaissance de la CAMO. Ainsi, ni les membres ni le personnel de la CAMO n'ont accès à l'information ou au contenu des discussions entourant le processus de la CN.

Section 3 : Commission des biens culturels (CBC)

À propos de la CBC

La Commission des biens culturels (CBC) est un tribunal décisionnel indépendant qui offre des recommandations aux conseils municipaux ou au ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport, concernant les décisions de désignation ou de modification de biens patrimoniaux culturels et l'octroi de permis ou de ressources archéologiques.

Le mandat et les responsabilités de la CBC sont définis par la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*. Ses membres sont nommés par décret et peuvent aussi être nommés conjointement à d'autres tribunaux des TriO.

Mandat

Lorsqu'un conseil municipal ou le ministre rend une décision en vertu de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*, la CBC peut recevoir et entendre une objection ou un appel de la part d'un membre du public concernant cette décision. Elle favorise alors un dialogue ouvert et l'échange d'information entre les parties et vise, grâce à la médiation, à résoudre l'affaire si possible. Le cas contraire, la CBC tiendra une audience publique et présentera un rapport au conseil municipal ou au ministre.

La CBC n'est pas un organisme de défense ou d'application voué à la protection des biens patrimoniaux culturels non compris dans son mandat. Elle fournit simplement des recommandations objectives en fonction des renseignements et des éléments de preuve présentés par les parties à une instance. Parmi ces dernières, on compte généralement les opposants, les propriétaires fonciers, les municipalités et le ministre. Les audiences de la CBC sont soumises aux principes de justice naturelle et d'équité procédurale ainsi qu'aux dispositions de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Création et compétence

La CBC a été créée en 1975 en vertu de la partie III de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*.

Elle organise des conférences préparatoires, pour explorer la possibilité d'un règlement, ou bien des audiences formelles, pour entendre les preuves et les arguments, au besoin. La compétence de la CBC est définie aux parties IV et VI de la Loi.

En 2005, la CBC a été investie de responsabilités supplémentaires par effet de changements apportés à la Loi. Elle entend désormais les appels se rapportant à des biens qui, selon le ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport, ont une valeur de patrimoine provincial au sens de la partie IV de la Loi.

Dossiers

Au cours de l'exercice 2012-2013, 11 dossiers, tous des appels en vertu de l'article 29 de la Loi, ont été confiés à la CBC par des municipalités. La CBC a également reçu, conformément au paragraphe 39 (4), un dossier du ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport, en lien avec une demande d'audience sur la prolongation d'un permis archéologique, en vertu de la partie VI. Ses dossiers sont donc un peu plus nombreux qu'à l'exercice précédent.

Ses activités liées aux audiences ont aussi connu une hausse au cours du dernier exercice. Le nombre de conférences préparatoires tenues par la CBC au cours de l'exercice a augmenté par rapport à l'exercice précédent, de même que le nombre d'audiences et, par conséquent, le nombre de recommandations formulées dans les rapports.

Au 31 mars 2013, la CBC était chargée de 12 dossiers.

	EXERCICE		
	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Dossiers reçus	8	8	12
Conférences préparatoires	27	10	25
Audiences tenues	0	1	5
Rapports déposés	3	1	3
Retraits	17	5	7
Dossiers à régler (au 31 mars)	9	11	12

Processus

Aperçu du processus

Toutes les causes portées devant la CBC doivent passer par un processus préparatoire. La conférence préparatoire à l'audience donne à toutes les parties (opposant ou opposants, municipalité ou ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport, propriétaire du bien-fonds et autres parties reconnues) l'occasion de discuter des questions entre elles et avec la CBC. De plus, elle a deux grandes finalités : régler un différend et, si elles ne parviennent pas à s'entendre, préparer les parties aux audiences formelles.

Si les parties parviennent à un règlement, il existe deux façons de classer l'affaire : soit chaque opposant, ainsi que le propriétaire foncier (s'il y a lieu), présente une lettre de retrait d'opposition à la CBC, soit la municipalité présente une lettre de retrait de l'avis d'intention de désigner un bien. Dans le cas contraire, la conférence préparatoire passe à l'étape de la préparation des parties à l'audience formelle.

Audiences

Bien que les audiences de la CBC soient moins formelles que beaucoup d'autres procédures judiciaires, elles restent régies par des règles de procédure. Bon nombre des parties sont représentées par des avocats; toutefois, il arrive qu'une partie choisisse de se représenter elle-même.

Les audiences sont ouvertes au public. Il est d'usage que la CBC tienne l'audience dans la municipalité où se trouve le bien visé et qu'elle organise une visite des lieux avant l'audience.

Recommandations

Après l'audience, la CBC remet un rapport à l'instance chargée de rendre la décision définitive, soit un conseil municipal, soit le ministre du Tourisme, de la Culture et du Sport. Dans ce rapport, elle formule des recommandations fondées sur les éléments de preuve et les arguments à l'audience. La CBC tâche de remettre ce rapport dans les 30 jours suivant l'audience. Elle clôt ensuite le dossier, puis le conseil municipal ou le ministre rend la décision définitive en tenant compte du rapport.

Section 4 : Tribunal de l'environnement (TE)

À propos du TE

Le Tribunal de l'environnement (TE) est un tribunal décisionnel indépendant qui tient des audiences et rend des décisions concernant des appels dont il est saisi en vertu de certaines lois provinciales.

Mandat

Le TE est saisi des demandes présentées et des appels interjetés en vertu des lois suivantes : la *Loi de 2006 sur l'eau saine*, la *Loi sur la jonction des audiences*, la *Loi sur les évaluations environnementales*, la *Charte des droits environnementaux de 1993*, la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*, la *Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs*, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, la *Loi sur les pesticides*, la *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable* et la *Loi de 2009 sur la réduction des toxiques*. Le TE statue également sur des questions relevant de la *Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges* et de la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*.

En vertu de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*, les membres du TE sont nommés par le ministre des Richesses naturelles à titre d'agents enquêteurs. Les agents enquêteurs soumettent des rapports ou font des recommandations concernant les appels de décisions de la Commission de l'escarpement du Niagara à propos de demandes de permis d'aménagement. Des membres sont également nommés pour tenir des audiences publiques afin de faire des recommandations concernant les modifications proposées au Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara. Tous les 10 ans, les membres tiennent des audiences pour revoir le Plan.

Étant désigné comme Bureau de jonction des audiences, le TE administre les audiences, conformément aux dispositions de la *Loi sur la jonction des audiences*. Aux termes de cette loi, une commission mixte est mise sur pied avec pour mandat de fusionner en une seule audience de multiples affaires normalement présentées devant différents tribunaux, en vertu de plusieurs lois, et se rapportant au même projet. La commission mixte est habituellement constituée de membres du TE et de la CAMO et est autorisée à tenir des audiences en vue d'examiner toutes les questions soulevées en vertu des lois auxquelles un projet est assujéti et pour lesquelles une audience est nécessaire.

Création et compétence

La Commission des audiences sur l'environnement a été créée au moment de l'adoption de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, en 1970. Elle entendait certaines des affaires de la Commission des ressources en eau de l'Ontario, établie en 1956. Par la suite, soit en 1975, la Commission des audiences sur l'environnement est devenue la Commission des évaluations environnementales. Elle tenait des audiences sur les sites d'enfouissement des déchets et les lieux de dispersion des eaux-vannes, ainsi que sur les évaluations environnementales. Elle jouait également un rôle dans les appels de décisions de la Commission de l'escarpement du Niagara et dans les audiences de commissions mixtes en vertu de la *Loi sur la jonction des audiences*. Ces domaines ont été pris en charge par le TE.

La Commission d'appel de l'environnement, qui a été mise sur pied en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*, tenait des audiences sur des appels de décisions rendues par des directeurs du ministère de l'Environnement. En 1978, la Commission a également assumé le rôle de tenir des audiences de la Commission d'appel en matière de pesticides, mise sur pied en 1973.

Le TE a été créé aux termes de la *Loi de 2000 sur le Tribunal de l'environnement* après le fusionnement de la Commission des évaluations environnementales et de la Commission d'appel de l'environnement. Toutes les fonctions de ces deux commissions ont alors été assumées par le TE.

Aujourd'hui, une bonne partie du travail du TE se rapporte aux appels concernant l'autorisation des projets d'énergie renouvelable. Cela dit, la *Loi sur la protection de l'environnement* permet de simplifier le processus d'autorisation de ces projets. À quelques exceptions près, le TE est donc tenu de rendre sa décision dans les six mois suivant l'avis d'appel.

Les délais serrés accordés à la résolution de ces affaires ont donné naissance à des processus d'audience accélérés, établis dans les règles de pratique du Tribunal. Pour faciliter l'allocation des ressources du TE, d'autres stratégies de redressement sont utilisées, par exemple le suivi du Registre environnemental du ministère de l'Environnement, afin de connaître le statut des

autorisations qui pourraient être portées en appel. En raison de leur nature complexe, les appels concernant l'autorisation des projets d'énergie renouvelable constituent une grande partie du travail du TE. Si la plupart des projets en matière d'énergie renouvelable actuellement proposés sont approuvés, la charge de travail du TE augmentera donc considérablement.

Modifications apportées aux lois et aux règlements

Aucune modification n'a été apportée aux lois ni aux règles ou aux directives de pratique du TE pendant l'exercice 2012-2013.

Dossiers

Au 1^{er} avril 2012, le TE était chargé de 63 dossiers. Durant l'exercice 2012-2013, il a reçu 81 causes (soit 176 appels, demandes d'audiences et autres requêtes) et en a réglé 75. Le nombre de nouveaux dossiers qui lui ont été présentés est resté semblable à celui de l'exercice 2011-2012. Le tableau ci-dessous en indique la ventilation par loi.

Dossiers du TE de 2010-2011 à 2012-2013

Type de cause	2010-2011			2011-2012			2012-2013		
	Appels	Causes	Pourcentage	Appels	Causes	Pourcentage	Appels	Causes	Pourcentage
<i>Charte des droits environnementaux de 1993</i>	14	5	6 %	12	7	9 %	16		
<i>Loi sur la protection de l'environnement (LPE)</i>	53	24	28 %	77	15	18 %	31		
<i>LPE – Appels concernant l'autorisation des projets d'énergie renouvelable</i>	*	5	6 %	7	11	13 %	47		
<i>Loi de 2002 sur la gestion des éléments nutritifs</i>	1	0	0 %	0	3	4 %	5		
<i>Loi sur les ressources en eau de l'Ontario</i>	7	6	7 %	8	2	2 %	2		
<i>Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable</i>	1	1	1 %	1	4	5 %	4		
<i>Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara – Permis d'aménagement</i>	103	44	51 %	146	38	47 %	69		
<i>Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara – Modifications au Plan</i>	0	1	1 %	1	0	0 %	0		
<i>Loi sur la jonction des audiences</i>	1	0	0 %	0	1	1 %	2		
TOTAL	180	86	100 %	252	81	100 %	176		

Jonction d'audiences

Le TE est chargé de l'administration des audiences aux termes de la *Loi sur la jonction des audiences*. Cette responsabilité administrative est assumée par le TE sous le nom de Bureau de jonction des audiences. Au cours de l'exercice 2012-2013, le Bureau a reçu une seule nouvelle demande d'audience conjointe. Par contre, quatre audiences conjointes ont été reportées lors de l'exercice précédent.

Audiences

Les instances du TE se font en personne, par téléconférence ou par écrit. Ses activités se sont déroulées sur 323 jours civils durant l'exercice 2012-2013, contre 433 jours civils, durant l'exercice précédent. Le tableau ci-dessous indique la ventilation des instances de 2012-2013.

Type d'instance	Nombre de jours
Audience	89
Médiation	24
Motion	20
Conférence préparatoire à l'audience*	61
Enquête préliminaire	51
Téléconférence	78
	Nombre d'instances
Instance écrite	8
Suspension de l'instance	7

*Les conférences préparatoires sont généralement tenues par téléconférence.

Dans la plupart des affaires, le TE tient des conférences préparatoires à l'audience ou des enquêtes préliminaires. Dans le cas des appels interjetés en vertu de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* au sujet de demandes de permis d'aménagement, les audiences préparatoires offrent aux parties l'occasion de clarifier, de simplifier ou de régler leurs différends. Dans d'autres cas, ces audiences contribuent à faciliter la préparation des parties à l'audience principale. À l'issue de la conférence préparatoire, le membre qui préside rend une ordonnance écrite, qui explique la décision prise et les directives formulées par le comité.

Bien que les appels interjetés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement* concernant l'autorisation des projets d'énergie renouvelable par le directeur du ministère de l'Environnement ne représentent que 13 % des nouvelles causes cet exercice, ils constituent une grande partie du temps d'audience accordé par le TE durant l'exercice.

Rendement

Le TE rend ses décisions en respectant toutes les échéances prévues par la loi. Pour les décisions non assujetties à ces échéances, à l'exception de celles rendues en application de la *Loi sur la jonction des audiences*, le TE vise un objectif de 85 % de décisions rendues dans les 60 jours suivant la fin des instances ou le dépôt de la version définitive des mémoires (sur ordonnance du comité d'audience). Au cours de l'exercice 2012-2013, 73 % de ces décisions ont été rendues dans ce délai. Plusieurs affaires complexes ont empêché le TE d'atteindre son objectif de 85 %.

Processus

Les membres du TE sont chargés de mener les conférences préparatoires et les audiences et de rendre les décisions écrites.

Le traitement des appels et des demandes, dont le personnel du TE a la responsabilité, englobe toutes les démarches administratives nécessaires à la mise au rôle et au règlement d'une demande ou d'un appel depuis la date du dépôt jusqu'à la fermeture du dossier.

À la réception d'un appel ou d'une demande, le dossier fait l'objet d'un processus administratif à plusieurs volets :

- l'examen de l'appel ou de la demande pour en établir la légitimité;
- la reconnaissance de l'appel ou de la demande et, si nécessaire, la demande de renseignements supplémentaires;
- la mise au rôle de l'audience;
- le contrôle et la gestion du dossier au cours du processus;
- l'affichage des ordonnances et de la décision définitive sur le site Web.

Médiation

Le recours à la médiation encourage les parties à discuter des points en litige afin de régler les différends en tout ou en partie. Dans bien des cas, les ententes conclues par médiation permettent d'éliminer la nécessité de tenir une audience ou diminuent le nombre de jours d'audience prévus.

Les membres du TE qui tiennent des séances de médiation ont reçu une formation accréditée dans ce domaine. La médiation, qui est offerte pour tous les appels et toutes les audiences (sauf les dossiers en vertu de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*, de la *Loi de 2001 sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges* et de la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure*), intervient après la tenue d'une enquête préliminaire et, généralement, 30 jours avant l'audience principale. Cependant, si les parties choisissent de ne pas y avoir recours à ce moment-là, les services de médiation demeurent disponibles, en tout temps et sur demande, tout au long du processus d'audience.

Gestion des dossiers

Le service de gestion des causes du TE contribue au règlement des affaires en gérant le traitement, la mise au rôle et la coordination des salles d'audience de tous les dossiers d'appels et de demandes dont est saisi le TE, de leur réception à leur règlement, à l'exception des décisions que rendent les membres pour trancher les différends.

Section 5 : Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO)

À propos de la CAMO

La Commission des affaires municipales de l'Ontario (CAMO) est un tribunal décisionnel indépendant qui tient des audiences et rend des décisions concernant des appels dont il est saisi en vertu de certaines lois provinciales. La plupart des appels découlent de requêtes déposées à une municipalité en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, notamment de plans officiels, de règlements de zonage, de plans de lotissement, d'autorisations, de dérogations mineures, d'indemnités foncières déposées conformément à la *Loi sur l'expropriation*, de redevances d'aménagement, de limites de circonscriptions électorales ou de ressources en agrégats.

Mandat

Les processus de la CAMO visent le règlement de différends dans le cadre d'une procédure moins formelle, moins coûteuse et plus rapide que l'appareil judiciaire. Les membres de la CAMO prennent des décisions indépendantes fondées sur les lois et politiques applicables, ainsi que sur les preuves présentées à l'audience.

Le gouvernement de l'Ontario joue un rôle essentiel dans le processus d'aménagement du territoire de la province en promulguant des lois ou au moyen de déclarations de principes ou de plans provinciaux aux termes de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. De leur côté, les municipalités se dotent d'instruments de planification de l'aménagement du territoire et de règles municipales conformes à la politique provinciale. En cas de différend, il est possible, dans

certains cas, d'interjeter appel devant la CAMO en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire* et d'autres lois sur le territoire.

Création et compétence

La CAMO est l'un des plus anciens tribunaux décisionnels de la province. En 1906, elle a été investie de ses premières responsabilités, notamment celles qui relevaient auparavant de l'Office of the Provincial Municipal Auditor. D'abord appelée Ontario Railway and Municipal Board, elle a été créée pour superviser les comptes des municipalités ainsi que le réseau de transport ferroviaire, alors en rapide expansion, à l'échelle municipale et provinciale. En 1932, l'Ontario Railway and Municipal Board a été rebaptisé Commission des affaires municipales de l'Ontario.

Le rôle et le mandat de la CAMO ont évolué au fil des ans. Cela dit, dans bon nombre de lois différentes, la CAMO continue d'être désignée comme tribunal responsable de rendre des décisions concernant les appels et les demandes. Ses principaux domaines de compétence sont la planification de l'aménagement du territoire, les redevances d'aménagement et les indemnités en vertu de la *Loi sur l'expropriation*.

En 2003, la province s'est lancée dans une vague de réformes visant l'aménagement du territoire qui ont eu d'importantes répercussions sur la CAMO. En effet, ces réformes ont redéfini le rôle du gouvernement provincial et de la CAMO quant à la révision des décisions sur l'aménagement du territoire et élargi les pouvoirs décisionnels des municipalités.

La première réforme a été la mise en application de la *Loi de 2004 sur la protection de la ceinture de verdure*. Cette loi a désigné une zone d'étude de la ceinture de verdure dans la région du Grand Toronto, la cité de Toronto, le territoire de la moraine d'Oak Ridges et certaines terres de la région de Niagara ou visées par le Plan d'aménagement de l'escarpement du Niagara. Elle a été suivie de la *Loi de 2005 sur la ceinture de verdure* et du Plan de la ceinture de verdure.

Deux autres réformes, la *Loi de 2004 sur le renforcement des collectivités* (modification de la *Loi sur l'aménagement du territoire*) et, en juin 2005, la *Loi de 2005 sur les zones de croissance*, ont eu des répercussions sur la CAMO. Les modifications aux plans municipaux qui en découlent (visant à rendre les plans officiels conformes au plan de croissance) peuvent, en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, faire l'objet d'un appel à la CAMO, sauf décision contraire de la ministre des Affaires municipales et du Logement et du ministre de l'Infrastructure.

En octobre 2006, le gouvernement de l'Ontario a présenté une révision complète de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, sous le nom de projet de loi 51. Ce dernier propose plusieurs modifications se rapportant aux questions de procédure et de fond liées aux audiences de la Commission. Certaines de ces modifications exigent l'audition de nouvelles motions, tandis que d'autres impliquent l'admission d'éléments de preuve.

En vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, le mandat de la CAMO est aujourd'hui celui d'une commission d'appel et consiste à rendre des décisions conformes aux plans et déclarations de principes provinciaux.

Modifications apportées aux lois et aux règlements

Aucune modification importante n'a été apportée aux lois ou aux règles de pratique et de procédure de la CAMO pendant cet exercice.

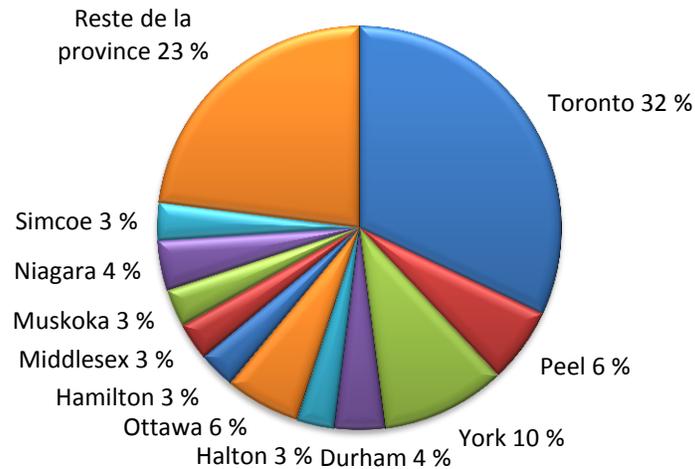
Dossiers

Dossiers reçus

Le nombre de dossiers reçus est demeuré relativement stable au cours de l'exercice 2012-2013, malgré une très faible diminution par rapport à l'exercice précédent. Les statistiques sur les

dossiers entrants par région sont elles aussi semblables à celles des exercices précédents, la plus grande proportion (un peu plus de 30 %) provenant de la ville de Toronto.

STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS ENTRANTS PAR RÉGION 2012-2013



La région du Grand Toronto (Toronto, Peel, York, Durham et Halton) représente 55 % des dossiers reçus par la CAMO durant l'exercice 2012-2013. Au cours de cet exercice, Ottawa en représente 6 % et chacune des autres régions en représente moins de 6 %.

Étant donné que la *Loi sur l'aménagement du territoire* exige des municipalités qu'elles rendent leurs plans officiels conformes aux plans et déclarations de principes provinciaux, un grand nombre d'appels interjetés à la CAMO concernaient les décisions ou l'absence de décisions prises par les détenteurs du pouvoir d'approbation. De plus, plusieurs municipalités ont révisé leurs principaux règlements, augmentant d'autant le nombre d'appels. Le tableau ci-dessous indique les types de dossiers reçus par la CAMO et le nombre d'appels par dossier.

Les dérogations mineures représentent le plus haut pourcentage (39 %) des dossiers reçus durant l'exercice, suivies des consentements à 15 %, des règlements de zonage à 11 % et des refus de zonage ou inactions à 10 %. Chaque autre type de dossier en représente moins de 10 %.

Types de dossiers reçus par la CAMO (appels et demandes) de 2010-2011 à 2012-2013

Types de dossiers reçus (appels et demandes)	2010-2011	2011-2012 (dossiers)	2011-2012 (appels)	2012-2013 (dossiers)	2012-2013 (appels)
Dérogations mineures	495	581	607	562	581
Consentements	229	305	321	222	231
Règlements de zonage	197	159	285	156	250
Plans officiels et modifications	172	120	382	136	256
Refus concernant le zonage ou inaction	160	125	125	146	146
Plans de lotissement et condominiums	98	68	76	59	62
Structure municipale et autres (y compris les plans d'implantation)	90	115	117	87	87
Droits d'aménagement	9	18	48	17	27
Indemnisation foncière	34	31	31	55	55
Finances municipales	9	5	5	8	9
Commission mixte	1	0	0	1	1
TOTAL	1 494	1 527	1 997	1 449	1 705

Audiences

La CAMO a prévu 1 938 audiences au cours de l'exercice 2012-2013, une légère diminution par rapport à l'exercice précédent. Sur ces 1 938 audiences prévues, 1 226 ont abouti à une audience devant la CAMO, soit légèrement moins qu'à l'exercice précédent. La CAMO continue de recourir au processus de la conférence préparatoire à l'audience dans les cas complexes afin de simplifier ou régler les différends, de façon à ce que les audiences, si elles sont encore nécessaires, se déroulent le plus efficacement possible.

La majorité des audiences ont duré un jour ou moins. Le tableau suivant illustre la ventilation de la durée des audiences et le pourcentage des jours d'audience devant la CAMO.

Durée	Pourcentage des audiences	Pourcentage des jours d'audience
Un jour ou moins	85 %	54 %
Un à trois jours	10 %	16 %
Quatre à cinq jours	2 %	7 %
Six à dix jours	1,5 %	7 %
Onze à vingt jours	1 %	10 %
Plus de vingt jours	Plus de 1 %	6 %

Médiation

Le programme de médiation de la CAMO continue d'offrir une solution efficace à ses clients. De nombreux dossiers ont été réglés par médiation, une procédure qui abrège le délai de règlement et qui s'est avérée moins coûteuse pour les parties. Elle ne permet pas toujours de résoudre l'affaire, mais une résolution partielle réduit souvent la durée de l'audience. La CAMO peut tenir plus d'une séance de médiation tout au long de l'instance, afin de résoudre un ou plusieurs points en litige. Elle s'efforce d'effectuer une évaluation des chances de médiation pour la plupart des causes, afin de déterminer si les parties souhaitent participer au processus de médiation. Durant l'exercice 2012-2013, 85 séances de médiation ont été organisées, ainsi que 16 évaluations; ces statistiques sont semblables à celles de l'exercice précédent (89 séances et 12 évaluations).

Rendement

La mise au rôle des audiences devant la CAMO dépend de nombreux facteurs comme le dépôt en bonne et due forme des documents, le nombre de témoins prévu, la disponibilité des salles d'audience et la préparation des parties.

- Pour les appels autonomes visant des dérogations mineures, 83 % des affaires ont eu une première audience dans les 120 jours après le dépôt (contre un objectif de 85 %), ce qui constitue une amélioration de 10 % par rapport à l'exercice précédent.
- Pour tous les autres types de demandes et d'appels, 83 % des affaires ont eu une première audience dans les 180 jours après le dépôt de la dernière demande faisant partie du dossier (contre un objectif de 85 %), ce qui constitue une amélioration de 2 % par rapport à l'exercice précédent.
- La CAMO s'efforce de rendre ses décisions dans des délais raisonnables. Lors de l'exercice 2012-2013, 82 % de ses décisions ont été rendues dans les 60 jours après l'audience (contre un objectif de 85 %), ce qui constitue une diminution de 1 % par rapport à l'exercice précédent.

Processus

Pour soumettre un différend à la CAMO, il faut interjeter appel. Les procédures et délais d'appel varient selon le type de différend. La CAMO examine l'appel et, après avoir consulté les parties, le soumet à l'étape qu'elle juge appropriée : médiation, motion, conférence préparatoire ou audience. La plupart des appels se règlent au cours d'audiences complètes.

La CAMO tient des audiences partout dans la province, le plus souvent dans la municipalité où se trouve le bien-fonds. Au besoin, ces audiences s'effectuent par téléconférence. La téléconférence est souvent utilisée pour les conférences préparatoires ou les audiences de règlement. Elle permet à la CAMO de répondre rapidement aux demandes et de faire économiser temps et argent aux parties en réduisant leurs déplacements. En 2012-2013, les téléconférences ont représenté 19 % des audiences.

Les membres de la CAMO entendent les appels et prennent des décisions indépendantes fondées sur les preuves présentées à l'audience, les lois applicables, les politiques d'aménagement du territoire de la province, les plans provinciaux, les documents d'aménagement municipal, les décisions antérieures de la CAMO qui s'appliquent au cas et les principes de planification responsable.

Gestion des dossiers

Le service de gestion des causes de la CAMO contribue au règlement des affaires en gérant le traitement, la mise au rôle et la coordination des salles d'audience de tous les dossiers d'appels et de demandes dont est saisie la CAMO, de leur réception à leur règlement, à l'exception des décisions que rendent les membres pour trancher les différends.

Les causes sont organisées par région, et chacune est confiée à un ou plusieurs coordonnateurs. Cette structure offre un point d'accès central aux clients de la CAMO. Le fait de répartir les charges de travail entre les diverses régions permet aux responsables et au personnel d'acquérir une expertise régionale, de contrôler les questions locales et de prévoir les différends pouvant faire l'objet d'une décision de la CAMO.

Annexe 1

TRIBUNAUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ONTARIO *Membres au 31 mars 2013*

<u>MEMBRES DES TRIO</u>	<u>DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION</u>	<u>DATE DE FIN DE LA NOMINATION</u>
Présidente exécutive Tanaka, Lynda C.E.	16 mai 2011	15 mai 2014
Président exécutif suppléant DeMarco, Jerry V.	1 ^{er} septembre 2010	31 août 2013
COMMISSION DE RÉVISION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE	DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION	DATE DE FIN DE LA NOMINATION
Présidente exécutive Tanaka, Lynda C.E.	16 mai 2011	15 mai 2014
Président exécutif suppléant DeMarco, Jerry V.	1 ^{er} septembre 2010	31 août 2013
Président associé Stephenson, Richard F.	7 avril 1993	31 décembre 2013
Vice-présidents à temps plein Andrews, Peter	14 novembre 2012	13 novembre 2013
Bourassa, Marcelle	11 avril 2006	20 février 2017
Butterworth, Robert	19 novembre 1997	14 avril 2014
*Mather, Susan	19 novembre 1997	9 mars 2013
Vice-présidente à temps partiel Mather, Susan	10 mars 2013	9 mars 2015
Membres à temps plein Cowan, Bernard A.	19 décembre 1997	3 septembre 2017
Walker, Janet Lea	4 septembre 2007	3 septembre 2017
Whitehurst, Donald	18 mai 2005	3 septembre 2017
Wyger, Joseph M.	27 mai 1998	3 septembre 2017
Membres à temps partiel *Andrews, Peter	18 mai 2005	13 novembre 2012
Birnie, Ian	6 mai 1999	5 mai 2013
Castel, André	19 novembre 1997	9 mars 2014
*Corcelli, Richard J.	15 janvier 2007	14 janvier 2012
Denison, William T.	14 novembre 2012	13 novembre 2013
Diesel, Sandra	16 mars 2000	23 avril 2014
Duan, Yucheng Josie	29 septembre 2010	28 septembre 2015
Fenus, Andrew	30 mai 2007	29 mai 2017
Griffith, Jennifer	17 septembre 2004	16 septembre 2014
Kowarsky, Barbara	18 mai 2005	17 mai 2013
Laflamme, Jacques	25 août 2004	24 août 2014
Laregina, Anthony	15 janvier 2007	14 janvier 2017
Laws, Joanne	10 février 2006	9 février 2014
Levasseur, Romeo	18 mai 2005	17 mai 2013
Limoges, Rick	15 janvier 2007	14 janvier 2017
*Mackay, Ann	25 août 2004	24 août 2012
Marques, Ana Cristina	18 mai 2005	17 mai 2013
Minnie, Garry	1 ^{er} mars 2006	28 février 2014
*Morin, Gilles	30 septembre 2004	29 septembre 2012
Morris, Warren	31 octobre 2012	30 octobre 2013
Nalezinski, Les	1 ^{er} mars 2006	28 février 2014
Oliveira, Evangelista (Ivan)	17 mai 1999	16 mai 2013
Plumstead, Nicoll	18 mai 2005	17 mai 2013
Rade, Bernice M.	25 août 2004	24 août 2012
Roberts, Catherine E.	29 septembre 2010	28 septembre 2015
*Romas, George	25 août 2004	24 août 2012

Saponara, Fausto	18 mai 2005	17 mai 2013
Sharma, Marilyn	15 janvier 2007	14 janvier 2017
*Shirliff-Hinds, Carol	29 septembre 2010	28 septembre 2012
Skanes, Tyrone	29 septembre 2010	28 septembre 2015
Sloan, Charlotte	29 septembre 2010	28 septembre 2015
Stabile, Vincent	29 septembre 2010	28 septembre 2015
+++Steinberg, Robert	14 novembre 2012	13 novembre 2013
*Sutton, William (Bill)	17 septembre 2004	16 septembre 2012
Tchegus, Robert	10 février 2006	9 février 2014
Tersigni, Joe	30 mai 2001	8 juin 2013
Walker, Tanya	29 septembre 2010	28 septembre 2015
Weagant, Dan	29 septembre 2010	28 septembre 2015

COMMISSION DE NÉGOCIATION

DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION

DATE DE FIN DE LA NOMINATION

Présidente exécutive

Tanaka, Lynda C.E.

16 mai 2011

15 mai 2014

Président exécutif suppléant

DeMarco, Jerry V.

1^{er} septembre 2010

31 août 2013

Membres à temps partiel

Egan, Terry

17 juin 2009

16 juin 2014

Rusin, Peter

4 mai 2011

3 mai 2013

Simmons, Lawrence John

23 mars 2005

22 mars 2015

+++Steinberg, Robert

4 mai 2011

3 mai 2016

Taylor, Ian

20 juin 2007

19 juin 2017

Yuen, Jane

19 décembre 2008

18 décembre 2013

COMMISSION DES BIENS CULTURELS

DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION

DATE DE FIN DE LA NOMINATION

Présidente exécutive

Tanaka, Lynda C.E.

16 mai 2011

15 mai 2014

Président exécutif suppléant

DeMarco, Jerry V.

1^{er} septembre 2010

15 mai 2014

Président associé à temps partiel

*Zakarow, Peter. A. P.

30 mars 2002

29 mars 2013

Vice-présidente à temps partiel

Murdoch, Su

16 février 2005

8 mai 2017

Membres à temps partiel

++++Denhez, Marc

18 avril 2012

17 avril 2014

*Haslam, Karen

1^{er} décembre 2004

6 juin 2012

Henderson, Stuart

28 juin 2006

27 juin 2014

Kidd, Stuart W.

3 février 2006

2 février 2014

TRIBUNAL DE L'ENVIRONNEMENT

DATE DE LA PREMIÈRE NOMINATION

DATE DE FIN DE LA NOMINATION

Présidente exécutive

Tanaka, Lynda C.E.

16 mai 2011

15 mai 2014

Président exécutif suppléant

DeMarco, Jerry V.

1^{er} septembre 2010

31 août 2013

Président associé

DeMarco, Jerry V.

27 juin 2005

31 août 2013

Vice-présidents à temps plein

Gibbs, Heather

20 septembre 2006

21 février 2018

Muldoon, Paul

4 avril 2006

3 avril 2014

VanderBent, Dirk

18 septembre 2006

17 septembre 2016

Wright, Robert V.

27 août 2007

26 août 2017

Membre à temps plein

++Jackson, Helen

24 mai 2011

23 mai 2013

Membres à temps partiel

++Carter-Whitney, Maureen	4 mai 2011	3 mai 2013
Lang, John B.	23 janvier 2013	22 janvier 2014
Levy, Alan D.	9 mai 2007	8 mai 2017
McLeod-Kilmurray, Heather	4 mai 2011	3 mai 2016
Milbourn, Paul	5 décembre 2012	4 décembre 2013
Pardy, Bruce	22 juin 2005	21 juin 2016
Valiante, Marcia	9 mai 2007	8 mai 2014

**COMMISSION DES AFFAIRES
MUNICIPALES DE L'ONTARIO****Présidente exécutive**

Tanaka, Lynda C.E.

**DATE DE LA PREMIÈRE
NOMINATION**

16 mai 2011

**DATE DE FIN DE LA
NOMINATION**

15 mai 2014

Président exécutif suppléant

DeMarco, Jerry V.

1^{er} septembre 2010

31 août 2013

Président associé

Lee, Wilson S.

1^{er} juillet 19881^{er} mai 2015**Vice-présidents à temps plein**

*Campbell, Susan B.

28 avril 2004

27 avril 2012

Hussey, Karlene

20 avril 2005

3 janvier 2016

*Jackson, Norman C.

6 octobre 1997

3 janvier 2015

Mckenzie, James

3 juillet 2007

2 juillet 2017

Schiller, Susan

6 septembre 2005

3 janvier 2016

Seaborn, Jan de Pencier

31 mai 2000

22 mars 2014

Stefanko, Steven

20 avril 2005

3 janvier 2016

Zuidema, Jyoti

20 août 2007

19 août 2017

Membres à temps plein

Atcheson, J. Peter

5 juillet 2004

4 juillet 2015

++Carter-Whitney, Maureen

15 août 2012

14 août 2014

Chee-Hing, Jason

1^{er} septembre 2004

31 août 2014

Christou, Aristotle

16 avril 2008

15 août 2013

Conti, Chris

3 juillet 2007

2 juillet 2017

++++Denhez, Marc

31 mai 2004

30 mai 2016

*Goldkind, Harold

7 février 2007

6 juin 2012

Hefferon, Colin

20 septembre 2006

19 septembre 2016

++Jackson, Helen

24 mai 2011

23 mai 2013

Makuch, Richard G.M.

13 juin 2012

12 juin 2014

Rossi, Reid

31 mai 2004

30 mai 2014

Sills, Mary-Anne

3 juillet 2007

2 juillet 2017

Sniezek, Joseph E.

23 juin 2004

22 juin 2014

Sutherland, Sylvia

21 mars 2007

20 mars 2017

Taylor, Blair S.

17 octobre 2012

16 octobre 2014

Wong, Joe. G.

16 avril 2008

15 avril 2013

*Membre ayant quitté les TriO ou assumé un autre poste au 31 mars 2013.

++Membre également nommé à la CAMO et au TE.

+++Membre également nommé à la CRÉF et à la CN.

++++Membre également nommé à la CAMO et à la CBC.